

La FSU Écologie rencontrera les nouvelles et nouveaux ministres

Grâce à la mobilisation citoyenne, le président Macron et son gouvernement ont (enfin !) reculé sur la réforme des retraites (2023). Mais cette suspension, qui reste temporaire, limitée dans le temps et assujettie au vote du budget, ne doit en aucun cas nous faire perdre de vue l'essentiel : obtenir sa suppression !

La conférence sociale, un nouveau « conclave » écarte une fois de plus les fonctionnaires des discussions, alors qu'ils représentent 1 emploi sur 5.

Dans le même temps, le discours de politique générale de Sébastien Lecornu annonce de nouvelles coupes dans le budget des services publics et de la protection sociale qui toucheront encore les plus modestes :

- suppression de plus de 3 000 postes de fonctionnaires (les services publics bénéficient avant tout aux plus fragiles),
- gel des pensions de retraite et suppression de l'abattement sur les pensions (>1600€ par mois)
- doublement des franchises médicales et création de nouvelles franchises (chirurgie dentaire, lunettes, prothèses...),
- gel des prestations sociales (APL,...),
- gel du barème de l'impôt sur le revenu (hausse moyenne de 100€/an) et du barème de la CSG donnant droit à un taux réduit,
- suppression de l'exonération d'impôt sur les indemnités journalières pour les malades en ALD,
- taxe d'1 million d'euros sur les complémentaires santé qui va se répercuter sur le montant des cotisations...

Rien, en revanche, sur la revalorisation du point d'indice, sur la compensation des pertes liées aux arrêts maladie des agent-es, ou sur l'égalité femmes-hommes.

Et toujours aucune mesure concrète face à l'urgence écologique, le peu d'avancée et de promesses ne sont pas tenues : Par exemple, il est prévu de supprimer 700 M€ sur le financement de la rénovation énergétique des logements (fonds vert), alors qu'il y a un réel besoin pour améliorer les conditions de vie dans les habitations et aider à lutter contre le changement climatique en consommant moins d'énergie.

Par contre, toujours la même ritournelle menaçante et culpabilisante à l'égard des opérateurs de l'Etat/ des établissements publics et agences de l'Etat (qui dilapideraient l'argent public).

Notre pôle ministériel, éclaté entre plusieurs portefeuilles, se trouve de nouveau affaibli et empêché d'agir. Les conditions de travail des agent-es vont immanquablement s'en ressentir. La baisse d'effectifs (-307 ETPT) prouve une fois de plus que l'urgence sociale et écologique n'est pas la priorité de ce gouvernement. La FSU Écologie rencontrera chaque ministre concerné-e pour rappeler l'inquiétude des personnels et l'impact des réformes sur leurs missions quotidiennes et le sens de leur travail.